

# La politique de Trump au Moyen-Orient

La politique de Donald Trump au Moyen-Orient marque un tournant par rapport à celle de Barack Obama. Le président actuel cherche à soutenir Israël et l'Arabie saoudite, tout en isolant l'Iran. Cette stratégie a émergé sans cohérence ni plan d'ensemble – et peu de signes indiquent que les membres du gouvernement aient mesuré les conséquences à long terme de leur approche.

Par Jack Thompson

La stratégie mise en place par Barack Obama pour le Moyen-Orient était conçue pour réparer les dégâts occasionnés pendant la présidence de George W. Bush. Les États-Unis avaient besoin d'accorder du repos à leur armée épuisée, de régénérer leur «soft power» et de se ménager un espace politique pour relever des défis qui se posaient depuis longtemps. Pour atteindre ces objectifs, le pays a réduit ses troupes en Irak, évité les nouvelles interventions militaires de grande envergure, demandé à ses alliés de renforcer leur participation à la sécurité dans la région et cherché à résoudre les problèmes essentiellement par la voie diplomatique.

Washington a recouru à un mélange d'engagement et de sanctions pour persuader l'Iran d'arrêter son programme d'armes nucléaires. Le pays a également joué un rôle de médiateur pour tenter d'instaurer la paix entre Israéliens et Palestiniens selon les grands principes soutenus par la communauté internationale – notamment une solution à deux États, une attitude flexible sur le statut de Jérusalem-Est et l'interruption de la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens. À la grande consternation d'alliés tels que l'Arabie saoudite, Obama a également encouragé les réformes démocratiques dans la région, bien que de façon incohérente et avec peu de succès, et évité de favoriser ouvertement un camp dans le clivage entre sunnites et chiïtes.



Le président américain Donald Trump et le roi Salman bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite se rendent à Riyad, en Arabie saoudite (21 mai 2017). *Jonathan Ernst / Reuters*

Comme il l'a promis au cours de sa campagne de 2016, Donald Trump a adopté une approche différente. Malgré cela, certains aspects s'inscrivent assurément dans la continuité. Ainsi, le président a incité ses alliés à assumer une plus grande part de responsabilité dans le maintien de la sécurité de la région, résisté à la tentation d'envoyer d'importants effectifs militaires en Syrie et sur d'autres points chauds et, comme Obama, toléré l'intervention de

l'Arabie saoudite au Yémen. Trump s'est toutefois écarté des politiques de son prédécesseur sur plusieurs points essentiels. Les relations avec Riyad se sont considérablement améliorées, alors que les gouvernements américain et saoudien étaient souvent en désaccord pendant la présidence d'Obama. De même, l'une des priorités a été de resserrer les liens avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui s'étaient détériorés à l'époque d'Obama.

Trump s'est retiré de l'accord de 2015 visant à limiter le programme nucléaire iranien – anciennement dénommé Plan d'action global commun ou PAGC – et a rétabli des sanctions contre Téhéran. Enfin, Trump ne manifeste aucun intérêt pour la promotion de réformes politiques ou de normes démocratiques.

Pour autant que cela puisse constituer une ligne, il semblerait que le président soutienne un bloc dirigé par l'Arabie saoudite, Israël et les Émirats arabes unis, qui cherche à contenir l'Iran et à maintenir le statu quo face aux réformes démocratiques et à la progression de l'islam politique. Cependant, il y a lieu de douter que cette démarche s'intègre dans une stratégie cohérente.

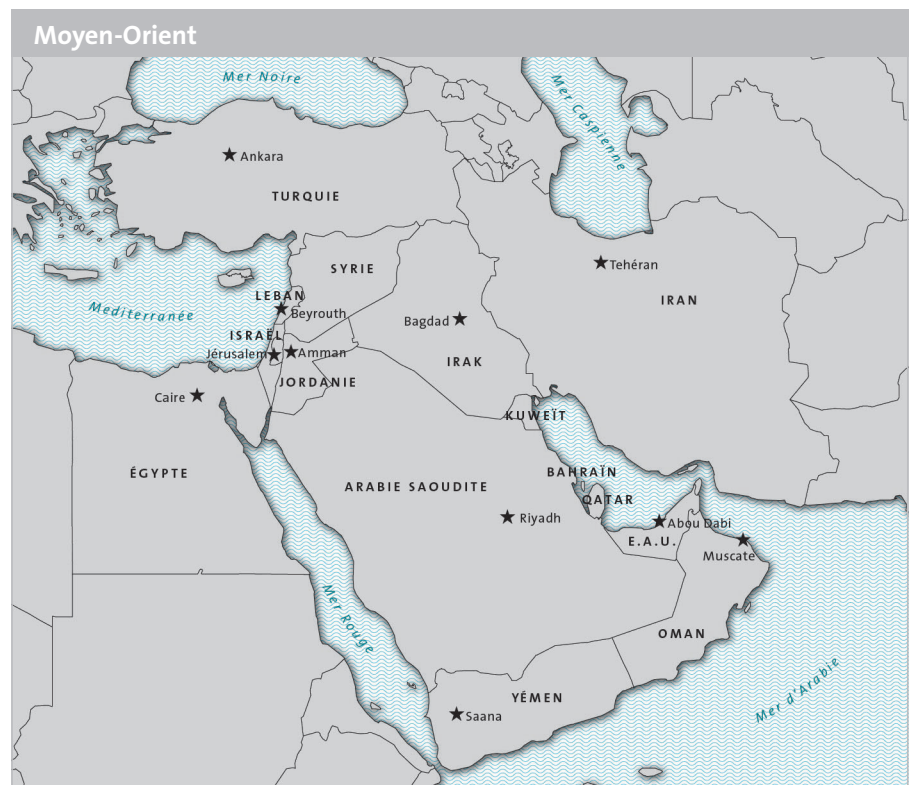
### L'Iran

L'Iran est l'une des principales préoccupations du gouvernement Trump. Le pays est mentionné 17 fois dans la Stratégie de sécurité nationale 2017, qui fixe également l'objectif d'empêcher la prédominance de «toute puissance hostile aux États-Unis» comme une priorité absolue dans la région – une référence claire à Téhéran. Le gouvernement américain a pourtant du mal à formuler une politique réaliste après son retrait en mai 2018 du PAGC. Dans un discours prononcé en mai 2018, le secrétaire d'État Mike Pompeo a annoncé que le gouvernement était disposé à rétablir des relations économiques et diplomatiques en échange d'une dénucléarisation complète, de l'arrêt du programme iranien de missiles balistiques, de la libération de tous les prisonniers citoyens des États-Unis ou d'une

## L'Iran est mentionné 17 fois dans la Stratégie de sécurité nationale 2017.

nation alliée, de la cessation des efforts pour accroître l'influence de l'Iran dans la région, en particulier en Irak, en Syrie, au Yémen et en Afghanistan, et de la fin des cyberattaques.

Autant dire que sur cette base, les négociations étaient vouées à l'échec. En outre, d'autres signataires du PAGC ont fait part de leur intention de respecter l'accord et de s'opposer au régime de sanctions. Les experts ont accueilli avec scepticisme la création par Pompeo en août 2018 d'un groupe d'action sur l'Iran, présenté par le gouvernement comme «une équipe composée des meilleurs spécialistes de la politique étrangère» qui s'attachera à mettre en œuvre «une campagne de pression diplomatique



maximale et d'isolement diplomatique». Pourtant, il s'agirait plus d'une initiative de façade que d'un groupe de travail sérieux.

### Le clivage entre chiïtes et sunnites

Trump et ses conseillers ont abandonné l'ancienne politique d'opposition à l'extrémisme chiïte et sunnite, choisissant de soutenir l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (et par là même, Israël), tous favorables à une confrontation avec Téhéran. Cette décision risque de déstabiliser encore davantage le Moyen-Orient. Pendant la campagne de 2016, Trump a accusé Riyad de profiter des garanties de sécurité américaines. Or, maintenant qu'il est président, il donne carte blanche aux Saoudiens dans la région. Sa première visite à l'étranger a été pour l'Arabie saoudite, ignorant au passage l'intervention désastreuse de Riyad contre les houthis, soutenus par l'Iran, au Yémen, ses mesures de répression envers les opposants nationaux, ainsi que ses efforts pour isoler le Qatar.

Surtout, le gouvernement Trump est en train de mettre en place l'Alliance stratégique pour le Moyen-Orient, une sorte d'OTAN arabe dont la proposition avait été faite dans le passé par les Saoudiens.

L'objectif serait de renforcer la coopération économique et la sécurité globale, notamment avec un bouclier régional de défense antimissile. La confrontation avec l'Iran jouerait un rôle prépondérant dans le programme de la nouvelle alliance. Selon certaines sources, l'initiative sera annoncée cet automne, à l'occasion d'un sommet provisoirement prévu à Washington à la mi-octobre 2018.

L'hypothèse des analystes est que Trump voudrait le soutien de l'Arabie saoudite pour s'opposer à l'Iran et parvenir à un accord de paix au Moyen-Orient. Or, ces deux attentes reposent sur une mauvaise compréhension de la logique de Riyad. Indépendamment des concessions dans d'autres domaines, l'Arabie saoudite serait disposée à soutenir une ligne plus dure vis-à-vis de l'Iran – qu'elle considère comme la principale menace dans la région. En outre, il est peu probable que les Saoudiens acceptent d'appuyer l'accord de paix que Washington tente d'imposer aux Palestiniens.

Plus le gouvernement Trump se rapproche de Riyad et d'Abou Dhabi, plus la polarisation augmente dans la région. Au lieu de réduire l'influence de l'Iran, le favoritisme des États-Unis à l'égard des régimes sunnites resserre les liens entre Téhéran et des

groupes tels que le Hezbollah et les houthis. L'Irak préférerait éviter de choisir entre les deux camps. Dans ce pays à majorité chiite, mais qui compte aussi une importante population sunnite, l'Iran exerce une grande influence, en particulier sur les puissantes milices chiïtes. L'Irak a donc accueilli avec méfiance les ouvertures de l'Arabie saoudite ainsi que critiqué le retrait des États-Unis du PAGC. La Turquie et le Qatar ont également réagi en intensifiant leur coopération avec Téhéran.

### Israël et le processus de paix

Israël approuve la confrontation avec l'Iran. En fait, Israël est l'un des rares pays de la région à être satisfait des politiques de Trump. Même par rapport aux gouvernements précédents, qui ont tous traité Israël comme un proche allié, Trump a déployé des efforts extraordinaires pour plaire à Netanyahu. Cette attitude est en grande partie le reflet d'une culture politique conservatrice dans laquelle le soutien inconditionnel à Israël est incontesté. En effet, la plateforme 2016 du Parti républicain considérait ce soutien comme une «expression de l'américanisme».

Trump et ses conseillers ont adhéré avec enthousiasme à cette prescription. Outre son retrait du PAGC, que Netanyahu considérait comme une «erreur historique», Trump a transféré l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem – une initiative souhaitée depuis longtemps par les Israéliens – et annoncé aux Palestiniens la fermeture prochaine de leur mission diplomatique à Washington. Il a nommé au poste d'ambassadeur l'avocat David Friedman, un ami de longue date fermement opposé à une solution à deux États au conflit israélo-palestinien. Le gouvernement Trump est également en train de couper tous les financements à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine – autre initiative louée par Netanyahu – et souhaiterait réduire drastiquement le nombre de Palestiniens qui obtiennent le statut de réfugié. Cette mesure aurait pour principale conséquence de priver la plupart des Palestiniens d'un droit au retour, constituant ainsi une concession notable aux hardliners israéliens. Le gouvernement américain a supprimé plus de 200 millions de dollars d'aide bilatérale à la Cisjordanie et à Gaza.

Malgré cette approche unilatérale, Trump a promis de résoudre le conflit israélo-palestinien. Il a constitué une équipe dirigée par

son gendre, le promoteur immobilier Jared Kushner, et l'avocat Jason Greenblatt, qui travaille depuis longtemps au sein de la Trump Organization, le conglomérat de la famille Trump. Même si Kushner et Greenblatt n'ont révélé aucun détail sur l'initiative en préparation, elle est perdue d'avance. Selon certaines sources, des acteurs clés de la région comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie auraient rejeté des points fondamentaux du projet. De plus, après le transfert de l'ambassade à Jérusalem, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a refusé de rencontrer Kushner et Greenblatt.

### L'Égypte et la Turquie

Les relations avec deux alliés essentiels dans la région, l'Égypte et la Turquie, se sont tendues ces dernières années, notamment du fait de la montée de l'autoritarisme dans les deux pays. Si la sympathie de Trump pour les hommes forts pourrait augurer de bonnes relations de travail, ce n'est le cas qu'avec l'Égypte.

Depuis l'accord de paix de 1979 avec Israël, l'Égypte a bénéficié d'une aide militaire de 1,3 milliard de dollars par an. Mais après la prise de pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi en 2014, la répression des opposants en Égypte est devenue une source d'irritation. Le gouvernement Obama a brièvement gelé une partie de l'aide militaire mais est revenu sur sa décision en 2015. Préoccupé par les violations persistantes des droits de l'homme et, surtout, par le fait que Le Caire ait facilité la vente d'armes nord-coréennes, le gouvernement Trump a aussi retenu temporairement cer-

## Plus le gouvernement Trump se rapproche de Riyad et d'Abou Dhabi, plus la polarisation augmente dans la région.

tains financements (près de 300 millions de dollars), dont il a finalement débloqué une grande partie en juillet 2018.

Au départ, Trump et le président turc Erdoğan semblaient bien s'entendre. Les penchants autoritaires d'Ankara et les tensions suscitées par l'achat d'armes russes par la Turquie, ses attaques en Syrie contre des combattants kurdes – alliés clés des États-Unis – et le refus de Washington d'extrader Fethullah Gülen, un religieux accusé d'avoir participé à la tentative de coup d'État de 2016 contre le gouvernement, ne semblaient pas affecter les rela-

### Conseils de lecture

Miller, Aaron David and Sokolsky, Richard. «What is Trump Getting for Sucking Up to Saudi Arabia?» *Politico*, August 29, 2018.

Katulis, Brian and Benaim, Daniel. «Trump's Middle East Policy: The Good(ish), the Bad, and the Ugly.» *The New Republic*, January 19, 2018.

Lynch, Marc. «Obama and the Middle East: Rightsizing the U.S. Role.» *Foreign Affairs* 94, no. 5 (September/October 2015): 18–27.

Mohseni, Payam and Nakhjavani, Ammar. «The United States Cannot Afford to Pick a Side in the Shia-Sunni Fight.» *The National Interest*, June 25, 2018.

Nasr, Vali. «Iran Among the Ruins: Tehran's Advantage in a Turbulent Middle East.» *Foreign Affairs* 97, no. 2 (March/April 2018): 108–118.

Singh, Michael. «Is Washington too focused on Iran's Nuclear Program?» *Foreign Affairs*, May 9, 2018.

tions entre les deux hommes. Selon des sources, Trump aurait échangé un «fist bump» avec le dirigeant turc lors de la réunion de l'OTAN à Bruxelles en juillet 2018, le félicitant de ne pas laisser les subtilités démocratiques faire obstacle à des mesures décisives, contrairement aux autres dirigeants européens.

Si Trump n'a pas émis d'objections à l'autoritarisme d'Erdoğan, il a clairement fixé les limites lorsqu'il s'est agi de préserver ses intérêts politiques nationaux. Parmi un groupe de citoyens américains emprisonnés en Turquie, le gouvernement s'est focalisé sur Andrew Brunson. Le sort de ce pasteur préoccupe particulièrement les chrétiens évangéliques – une composante essentielle de la base conservatrice du président – et le vice-président Mike Pence évoque souvent son cas. Le gouvernement s'attendait à ce que Brunson soit libéré en juillet 2018, conformément à un accord conclu entre Trump et Erdoğan. La Turquie ne jouant finalement pas le jeu, Washington a imposé des sanctions aux ministres de la Justice et de l'Intérieur et doublé les droits de douane sur les importations turques d'acier et d'aluminium. Selon les analystes, Ankara finira par reculer. Mais Erdoğan refuse pour l'instant d'obtempérer.

### La Syrie, l'Irak et l'État islamique

La querelle entre Trump et Erdoğan n'arrive pas au bon moment. La Turquie est un acteur influent en Syrie et l'armée améri-

caine utilise la base d'Incirlik pour effectuer des frappes aériennes contre l'État islamique. Qui plus est, le gouvernement Trump a du mal à élaborer une stratégie cohérente concernant la guerre civile en Syrie. Début 2018, l'ancien secrétaire d'État Rex Tillerson avait annoncé un plan qui prévoyait d'engager des troupes en Syrie pour une durée indéterminée afin de contrer l'Iran et de garantir l'éviction du président Bachar el-Assad. Puis, en avril 2018, Trump a ordonné à l'armée de commencer à planifier le retrait de soldats (qui sont au nombre de environ 2 200, essentiellement stationnés dans l'est de la Syrie) et exhorté ses alliés dans la région, tels que l'Arabie saoudite, à supporter les coûts de reconstruction des parties du pays qui ont été libérées de l'État islamique. Trump et son conseiller à la sécurité nationale John Bolton prévoyaient de s'appuyer sur la Russie, plutôt que sur la présence des forces américaines, pour convaincre Téhéran de se retirer.

Enfin, James Jeffrey, le nouveau «représentant de l'engagement en Syrie» du département d'État, a récemment annoncé un nouveau revirement. Selon l'ancien diplomate, les troupes américaines resteront aussi longtemps que nécessaire. Trump et ses conseillers ont décidé de «trouver des moyens d'atteindre leurs objectifs» – c'est-à-dire limiter l'influence de l'Iran et favoriser la mise en place d'un gouvernement stable, acceptable à la fois par les Syriens et la communauté internationale. Washington n'insistera pas sur le départ d'el-Assad. En revanche, les Américains ont averti qu'il y aurait de sérieuses conséquences si el-Assad utilisait à nouveau des armes chimiques ou si les forces syriennes et russes tuaient un grand nombre de civils.

Si Trump a critiqué à maintes reprises la politique syrienne d'Obama avant de devenir président, il se trouve aujourd'hui confronté au même défi que son prédécesseur: Washington souhaite influencer sur le cours du conflit et l'ordre d'après-guerre, mais sans engager d'importants effectifs militaires. L'approche qu'il a adoptée est similaire à celle d'Obama, avec comme priorités de vaincre l'État islamique et de faire pression sur les autres nations pour

qu'elles prennent des mesures qui serviront les intérêts des États-Unis. Ses efforts n'ont toutefois pas rencontré beaucoup de succès. La persistance d'un petit effectif de l'armée américaine ne changera pas fondamentale-

## Le gouvernement Trump est en train de mettre en place une sorte d'OTAN arabe.

ment la donne. Et pour ce qui est de façonner le paysage politique de la Syrie après le conflit, tout porte à croire que Washington aura moins d'influence que la Russie, l'Iran ou la Turquie.

Les États-Unis ont plus d'ascendant sur l'Irak. Mais là encore, malgré les importants moyens investis ces quinze dernières années et la présence constante de troupes américaines (5 200 soldats selon le Pentagone), l'Iran est en meilleure position. Les Unités de mobilisation populaire, des milices autorisées par l'État, ont joué un rôle essentiel dans la victoire sur les forces de l'État islamique. Or, le gouvernement Trump craint aujourd'hui que beaucoup de ces unités soient redevables à Téhéran. Fatah, l'alliance politique qui représente les milices, est arrivée en deuxième position aux élections parlementaires de mai 2018.

### Conclusion

Il semble que Trump soutienne l'ascension d'un axe Arabie saoudite-Israël-EAU, avec les conséquences géopolitiques qui en découlent. Cependant, rien n'indique que cette approche soit le fruit d'une mûre réflexion. La Stratégie de sécurité nationale, seul exposé public de la vision du gouvernement pour la région, ne mentionne que de vagues objectifs tels que la promotion de la stabilité et d'un équilibre des pouvoirs favorable. De plus, comme l'ont observé d'autres analystes, elle n'est guère en rapport avec les autres déclarations du président en matière de politique étrangère.

Les décisions de Trump reflètent plutôt la convergence de plusieurs facteurs en grande partie indépendants. Washington possède des alliances de longue date avec l'Arabie saoudite et Israël. De fait, il est plus facile de mettre l'accent sur ces alliances que de suivre la voie tracée par Obama, qui consis-

taut à chercher un équilibre compliqué entre une amélioration des liens avec Téhéran, tout en préservant une certaine tension, et des relations moins cordiales avec les Saoudiens et les Israéliens – un arrangement guère satisfaisant.

En outre, la base politique du président est satisfaite de voir les États-Unis se ranger aux côtés du bloc Arabie saoudite-Israël-EAU. Ce choix va à l'encontre de certains aspects clés de l'héritage de son prédécesseur – une obsession personnelle qui plaît aussi aux conservateurs – et donne la priorité aux préoccupations des chrétiens évangéliques concernant l'Iran et Israël.

La politique de Trump au Moyen-Orient est également très influencée par le style de gouvernance du président. Du fait de son caractère, il dirige le pays de façon réactive et instinctive, en ignorant les problèmes qui lui semblent inintéressants. Sa tendance à privilégier la loyauté à la compétence a conduit à la mise à l'écart de conseillers relativement modérés et à la montée en puissance de personnalités comme John Bolton, qui a renforcé les instincts belligérants du président vis-à-vis de l'Iran et l'a incité à prendre des positions plus va-t-en-guerre sur la Syrie.

Le principal problème est peut-être que le président et ses conseillers ont peu réfléchi aux répercussions de leurs décisions. Quelles seront les conséquences si l'idée d'une solution à deux États est abandonnée dans le conflit israélo-palestinien? Que se passera-t-il si le PAGC implose et que l'Iran reprend son programme d'armes nucléaires? Et si l'influence des États-Unis en Irak continue à s'éroder, tandis qu'augmente celle de l'Iran? Les nouveaux engagements en matière de sécurité, tels que l'Alliance stratégique pour le Moyen-Orient et le projet de stationner des troupes en Syrie pour une durée indéterminée, amèneront-ils le pays à s'impliquer dans d'autres conflits dans la région? Personne n'a les réponses à ces questions pressantes, et surtout pas Trump.

**Dr Jack Thompson** dirige l'équipe du think tank «Global Security» du CSS et est notamment l'auteur de «[L'administration Trump et la grande stratégie américaine](#)» (2017).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist, Matthias Bieri, Fabien Merz, Benno Zogg  
Traduction: Interserv; Relecture: Fabien Merz  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000292963

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Téléchargement et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

Les défis du contrôle des armements nucléaires No 232  
Le Bélarus entre Est et Ouest No 231  
Externalisation – le pari de l'UE sur les migrations No 230  
Gestion de la religion dans les conflits: l'approche suisse No 229  
Les droits de l'homme en terrain mouvant No 228  
La subsidiarité et la politique de sécurité suisse No 227